

PAR COURRIEL

Québec, le 19 décembre 2017

Objet : Demande d'accès à l'information du 10 décembre 2017

La présente a pour objet le suivi de votre demande d'accès du 10 décembre 2017 visant à obtenir les informations suivantes :

- 1) La liste des dépenses (montants et descriptions) effectuées par la CCNQ, entre le 27 juin 2016 et le 8 décembre 2017, pour les travaux ayant un lien avec l'aménagement du littoral Est.
- 2) Est-ce que la somme de 2M\$ mentionnée au PTI 2017-2018-2019 de la Ville de Québec dans le dossier du littoral Est (ou tout autre montant assigné au même usage) a été versée par la Ville à la CCNQ?

Après analyse, nous accédons à votre demande pour le point 1. Vous trouverez donc en pièce jointe copie de la liste demandée. En ce qui concerne le point 2, aucune somme d'argent n'a été versée à la Commission, par la Ville de Québec dans le dossier du littoral Est.

Conformément à l'article 51 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1), nous vous informons que vous pouvez exiger la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information.

Je joins à la présente, à titre d'information, une note explicative relative à l'exercice de ce recours.

Je vous prie d'agréer,  mes salutations distinguées.


M^e Sylvie Turbide, juriste et
responsable de l'accès aux documents
et de la protection des renseignements
personnels

p. j. Note explicative : Avis de recours

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE DU QUÉBEC
Projet - Littoral Est

Fournisseurs	Description du mandat	Contrats
<i>Espace St-Grégoire</i>	<i>Location de salle pour ateliers de consultation, le 5 décembre 2017</i>	<i>2 350,00</i>
<i>En mode Solutions</i>	<i>Accompagnement dans la préparation de la consultation publique, du 5 décembre</i>	<i>4 600,00</i>
<i>Médias Transcontinental</i>	<i>Publicité d'une (1) page dans le Beauport Express pour annoncer la consultation</i>	<i>694,00</i>
<i>Frédéric Bouffard pigiste</i>	<i>Location écran trépied et accessoires pour la consultation, du 5 décembre</i>	<i>95,00</i>
		7 739,00 \$

Avis de recours (art. 46, 48 et 51)

Avis de recours

À la suite d'une décision rendue en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

Révision

a) Pouvoir

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. La demande de révision doit être faite par écrit et elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

Québec

Bureau 2.36
525, boul René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R5S9
Tél. : 418 528-7741
Numéro sans frais : 1 888 528-7741
Télé. : 418 529-3102

Montréal

Bureau 18.200
500, boul. René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H2Z 1W7
Tél. : 514 873-4196
Numéro sans frais : 1 888 528-7741
Télé. : 514 844-6170

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites à un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres textes de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135). La Loi prévoit explicitement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).

Appel devant la Cour du Québec

a) Pouvoir

L'article 147 de la Loi stipule qu'une personne directement intéressée peut porter la décision de la Commission d'accès à l'information en appel devant un juge de la Cour du Québec sur toute question de droit ou de compétence. L'appel ne peut être interjeté qu'avec la permission s'il est d'avis qu'il s'agit d'une question qui devra être examinée en appel.

b) Délai et frais

L'article 149 de la Loi prévoit que la requête pour permission d'appeler doit être déposée au greffe de la Cour du Québec, à Montréal ou à Québec, dans les trente jours qui suivent la date de réception de la décision de la Commission après avis aux parties et à la Commission. Les frais de cette demande sont à la discrétion du juge.

La décision autorisant l'appel doit mentionner les seules questions de droit ou de compétence qui seront examinées en appel.

c) Procédure

L'appel est formé, selon l'article 150 de la Loi, par le dépôt auprès de la Commission d'un avis à cet effet signifié aux parties, dans les dix jours qui suivent la date de la décision qui l'autorise. Le dépôt de cet avis tient lieu de signification à la Commission d'accès à l'information.

Avis de recours au tiers (proposé par la CAI)

Révision

a) Pouvoirs

L'article 136 de la Loi prévoit qu'un tiers ayant présenté des observations conformément à l'article 49 peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser la décision de donner accès à tout ou en partie au document.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

Québec

Bureau 2.36
525, boul René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R5S9
Tél. : 418 528-7741
Numéro sans frais : 1 888 528-7741
Télé. : 418 529-3102

Montréal

Bureau 18.200
500, boul. René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H2Z 1W7
Tél. : 514 873-4196
Numéro sans frais : 1 888 528-7741
Télé. : 514 844-6170

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision portent sur la décision concernant l'accessibilité des renseignements fournis par le tiers à l'organisme.

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les quinze jours suivant la date de la mise à la poste de l'avis informant le tiers de la décision de donner accès à tout ou en partie au document par le responsable.

Appel devant la Cour du Québec

a) Pouvoir

L'article 147 de la Loi stipule qu'une personne directement intéressée peut porter la décision de la Commission d'accès à l'information en appel devant un juge de la Cour du Québec sur toute question de droit ou de compétence. L'appel ne peut être interjeté qu'avec la permission d'un juge de la Cour du Québec. Le juge accorde la permission s'il est d'avis qu'il s'agit d'une question qui devrait être examinée en appel.

b) Délais et frais

L'article 149 prévoit que la requête pour permission d'appeler doit être déposée au greffe de la Cour du Québec, à Montréal ou à Québec, dans les trente jours qui suivent la date de réception de la décision de la Commission après avis aux parties et à la Commission. Les frais de cette demande sont à la discrétion du juge.

La décision autorisant l'appel doit mentionner les seules questions de droit ou de compétence qui seront examinées en appel.

c) Procédure

L'appel est formé, selon l'article 150 de la Loi, par le dépôt auprès de la Commission d'un avis à cet effet signifié aux parties, dans les dix jours qui suivent la date de la décision qui l'autorise. Le dépôt de cet avis tient lieu de signification à la Commission d'accès à l'information.